

À Nantes, les « amiantés » du Tripode dénoncent l'inaction de l'Etat

Ouest-France Nantes
Santé lundi 06 février 2012



Lundi matin, l'intersyndicale a rencontré des salariés qui se disent inquiets.

C'est un combat de plus de trente ans, celui des agents de l'Insee, du Trésor public et des Affaires étrangères qui travaillaient dans le trop fameux immeuble Tripode de l'île Bealieu, à Nantes. Le 27 février 2005, l'immeuble amianté était détruit. Les agents attendent toujours une reconnaissance de maladies professionnelles et un suivi médical par scanner. Aujourd'hui, 1 500 agents, actifs ou retraités, sont encore concernés. « **On ressent comme une volonté d'enterrer le dossier. Se trouve-t-on devant un calcul aussi cynique que sordide : pas de suivi, pas d'indemnisation ?** » interroge l'intersyndicale qui prépare une action symbolique le 27 février. Elle va aussi interpeller les candidats à l'élection présidentielle, et leur demander de classer le Tripode comme « **site amianté** », ce qui faciliterait le suivi médical et les départs en préretraite amiante.